



## Westminster & City News

NUMÉRO 15

Du 10 avril au 16 avril 2020

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### FINANCES PUBLIQUES

**L'organisme britannique indépendant en charge de l'évaluation budgétaire (OBR) a publié un scénario économique prenant comme hypothèses un confinement d'une durée 3 mois suivi de 3 mois de restrictions partielles** – Dans ce scénario, l'OBR ayant bien précisé qu'il ne s'agissait pas de prévisions sur le futur mais d'une projection à titre illustratif, le PIB britannique se contracterait de 35 % au T2 2020, avant de rebondir à + 25 % au T3 et + 20 % au T4. Sur l'année 2020, la croissance s'établirait à - 13 %. Le taux de chômage atteindrait 10 % au T2, avant de diminuer progressivement en parallèle de la reprise de l'activité et de s'établir à 7,3 % sur l'année (contre 3,9% avant la crise). L'OBR s'attend également au plus large déficit budgétaire depuis la Seconde guerre mondiale, à 14 % du PIB, expliqué par la baisse des recettes fiscales (- 15 % par rapport aux estimations annoncées dans le Budget du 11 mars) et l'augmentation des dépenses publiques (+ 9 %). Le niveau d'emprunt du gouvernement atteindrait 273 Md£ sur l'année budgétaire 2020-2021 (contre 55 Md£ estimés lors du budget du 11 mars) et la dette publique augmenterait à 95 % du PIB en 2020 (contre 77 % prévus précédemment).

#### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

**Les ventes au détail ont chuté en mars à un rythme record, les premiers effets de l'épidémie se faisant ressentir** – Les ventes au détail ont diminué de 4,3 % par rapport à l'année dernière, la baisse la plus importante depuis 1995 selon le *British Retail Consortium*. Les ventes ont augmenté de 12 % lors des trois premières semaines de mars, avant de se contracter de 27 % après que le gouvernement ait mis en place les mesures de confinement le 23 mars. Les ventes au détail d'alimentaire et les ventes en ligne de produits non alimentaires ont cependant profité de la crise, en augmentation de 19 % en mars contre une moyenne annuelle de 4 %. Une enquête de Barclaycard reflète cette même tendance : les dépenses des ménages auraient chuté de 6 % entre le 22 février et le 27 mars. Les dépenses dans des restaurants et bars seraient en baisse de 36 %, alors que celles en supermarchés auraient augmenté de 21 %.

**Selon la dernière enquête de l'organisme statistique (ONS), près d'un quart des entreprises au Royaume-Uni aurait fermé temporairement en raison du Covid-19** – Sur 5 300 entreprises interrogées, 25 % ont indiqué qu'elles avaient fermé temporairement ou arrêté leurs activités entre le 23 mars et le 5 avril. 0,4 % des entreprises ont indiqué avoir fermé de façon permanente. Parmi les entreprises qui ont continué leurs opérations, 38 % ont indiqué une perte importante d'activité, et 40 % réduiront leurs équipes sur le court terme.

**Le FMI a publié ses dernières prévisions économiques et s'attend à la plus importante récession depuis la Grande Dépression** – L'institution prévoit une contraction de l'activité britannique de - 6,5 % sur l'année 2020 avant une reprise à 4 % en 2021. Le chômage atteindrait 4,8 % en 2020 (contre 3,9 % au début de l'année).

## COMMERCE

**La balance commerciale a enregistré un excédent entre décembre 2019 et février 2020** – En hausse de 6,6 Md£ dans les 3 mois précédant février 2020, la balance commerciale des biens et des services, hors matériaux précieux, a atteint un excédent de 1,4 Md£. En raison de la baisse des importations de machines et de matériel de transport, de produits chimiques et de produits manufacturés divers, le déficit de la balance des biens, hors or non monétaire et autres métaux précieux, s'est réduit de 6,4 Md£ pour atteindre 23,2 Md£. La baisse de 9,2 Md£ des importations de biens a toutefois été partiellement compensée par une baisse de 2,7 Md£ des exportations de biens. Quant aux services, l'excédent de la balance s'est accru de 0,1 Md£, pour atteindre 24,6 Md£ au cours des trois mois précédant février 2020, en raison d'une baisse de 0,9 Md£ des importations, largement compensée par une diminution des exportations de 0,8 Md£. En incluant l'or non monétaire et les autres métaux précieux, la balance commerciale totale a également augmenté de 7,0 Md£ pour atteindre un excédent de 5,9 Md£ au cours des 3 mois précédant février 2020.

## ACTUALITÉ FINANCIÈRE

### REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

**TheCityUK lance un groupe de travail sur la recapitalisation des entreprises post-crise du coronavirus** – Ce groupe devrait être présidé par Sir Adrian Montague, président d'Aviva et du conseil d'administration de TheCityUK, association professionnelle des services financiers, et devra formuler une stratégie pour les entreprises en situation de surendettement à la sortie de la crise. Omar Ali, associé directeur des services financiers d'EY dirigera les discussions techniques. Banques, Fintech, assurances et gestionnaires d'actifs seront tous associés. L'objectif de ce groupe sera d'évaluer si la masse d'entreprises qui sortent de la crise avec des dettes insoutenables, qu'elles aient ou non bénéficié des prêts garantis par l'Etat, nécessite un recalibrage complet de leur structure de capital, sous la forme de capitaux propres ou d'obligations. La BoE sera régulièrement informée de l'avancée des travaux, même si l'entourage du gouverneur précise qu'il ne s'agit pas d'une opération de renflouement d'entreprises en difficulté.

### BANQUES & ASSURANCES

**Beaucoup d'entreprises n'ont pas encore bénéficié du plan d'aide de l'État, qui doit encore évoluer** – La fédération professionnelle UK Finance révèle que le montant des prêts aux PME garantis par l'État à 80 % aurait déjà atteint 1,1 Md£ (+700M£ sur une semaine) et concernerait près de 6 000 PME, un nombre bien en deçà des près de 300 000 entreprises intéressées mais considérées inéligibles aux emprunts avant même d'avoir pu déposer une demande officielle. Face aux critiques qui perdurent sur des procédures d'obtention des prêts trop longues et pas assez efficaces, le gouvernement se dit prêt à de nouveaux aménagements. Un mécanisme de soutien aux 2 millions d'entrepreneurs qui se rémunèrent par dividendes et exclus des mesures de soutien serait à l'étude selon Paul Scully, secrétaire d'Etat aux PME. R. Sunak, chancelier de l'Echiquier ne s'est pas dit opposé par principe à la perspective d'une extension des garanties de l'Etat à 100% tout en prévenant que cela ne devait pas empêcher les banques de faire une sérieuse analyse des risques de l'emprunteur.

**Plus d'un client britannique sur neuf aurait bénéficié d'un moratoire sur son prêt à l'habitat** – Selon [UK Finance](#), les banques auraient accordé plus de 1,2 million de moratoires sur les paiements de remboursement des prêts à l'habitat entre le 17 mars et le 8 avril. Le recours au dispositif a grimpé en flèche dans sa deuxième semaine : entre le 25 mars et le 8 avril, les banques ont accordé 850 000 moratoires. Selon les calculs de UK Finance, cette mesure permettra aux emprunteurs de reporter le paiement d'un montant mensuel moyen de 775 £ (dont 260 £ d'intérêts) pendant trois mois. Ces sommes restent dues et les paiements seront ré-échelonnés après la fin du moratoire. Le recours à cette mesure n'affectera pas la notation de crédit d'un emprunteur. Selon UK Finance, les fournisseurs de prêts à l'habitat restent extrêmement sollicités pour mettre en place ces mesures.

**Barclays renonce à de nouvelles suppressions d'emplois** – Comme HSBC, Nationwide ou Lloyds, Barclays ne mettra pas en œuvre de nouvelles suspensions d'emplois lors de la crise du Covid-19. Les

salariés pour qui le processus de licenciement a été engagé pourront bénéficier d'un soutien financier de Barclays, similaire au régime de chômage partiel du gouvernement (80 % du salaire dans la limite de 2 500 £ par mois). A noter également que le versement de certaines primes dues en 2020 au directeur général Jes Staley sera reporté jusqu'en 2021. De son côté, HSBC a restructuré sa banque d'investissement : les noms des nouveaux directeurs géographiques ont été annoncés, et une nouvelle unité (« *client leadership* ») a été créée pour soutenir les clients durant la crise et anticiper la vague de restructuration de l'après-crise.

**La fintech britannique OakNorth poursuit son programme de croissance malgré la crise** – Spécialisée dans le crédit aux PME et soutenue par la SoftBank, OakNorth a proposé 7 nouveaux prêts en avril et a conclu un nouveau contrat avec un client américain pour développer une plate-forme d'analyse de crédit permettant de surveiller l'impact de la pandémie de coronavirus sur les portefeuilles de prêts. OakNorth a doublé ses bénéfices en 2019 (66M£) et a levé plus d'1Md \$ en capitaux propres à ce jour. Elle n'a pour l'instant procédé à aucune mise en chômage partiel de son personnel et n'a pas interrompu ses embauches. Ces annonces interviennent dans un contexte où de nombreux fondateurs de start-up et d'investisseurs réclament un plan d'urgence au gouvernement un sous peine d'être confrontées à une crise majeure de liquidités. Starling Bank et OakNorth sont les deux dernières structures financières à avoir intégré le dispositif de prêts aux PME garantis par l'État.

**La plupart des assurances d'entreprises ne couvrent pas les répercussions économiques du Covid-19** – La FCA a reconnu dans une [lettre](#) aux compagnies d'assurances que la grande majorité des couvertures vendues aux entreprises ne couvraient pas les conséquences économiques d'une pandémie. Bien que cela puisse être décevant pour les assurés, la FCA ne voit « aucun motif raisonnable d'intervenir dans de telles circonstances ». Une option pour les entreprises s'estimant éligibles à une indemnisation selon les clauses contractuelles de leur assurance est d'avoir recours à la justice. L'assureur Hiscox, qui avait refusé d'indemniser des clients ayant souscrit à sa couverture d'interruption d'activité pourrait notamment être visé par une action initiée par une trentaine d'entreprises. Les petites entreprises (avec un CA inférieur à 6,5 M£ et moins de 50 salariés) peuvent également soumettre une réclamation d'un montant allant jusqu'à 335 000 £ au médiateur financier (*Financial Ombudsman Service*), ce qui leur permettrait d'être fixées plus rapidement que si elles passaient devant les tribunaux. La lettre de la FCA annonce par ailleurs la création d'une unité spécialisée dans les petites entreprises, pour s'assurer que celles-ci soient traitées de manière adéquate par les entreprises financières sous sa supervision.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 16 avril 2020

## TABLEAU DE CONJONCTURE

### ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

| Indicateurs*                            |                            | Croissance T3 2019 | Moyenne sur 3 ans |
|---|----------------------------|--------------------|-------------------|
| PIB                                     |                            | 1,4%               | 1,6%              |
| PIB en glissement trimestriel (T3 2019) |                            | 0,4%               | 0,4%              |
| PIB par habitant                        |                            | 0,8%               | 1,0%              |
| Inflation (IPC)                         |                            | 1,8%               | 2,3%              |
| Approche par les dépenses               | Investissement (FBCF)      | 0,3%               | 1,4%              |
|   | Consommation               | 1,3%               | 2,3%              |
|   | Dépenses publiques         | 2,8%               | 0,8%              |
|   | Exportations (B&S)         | 1,5%               | 3,2%              |
|   | Importations (B&S)         | 4,9%               | 3,8%              |
| Approche par la production              | Secteur manufacturier      | -0,6%              | 1,2%              |
|   | Secteur de la construction | 1,8%               | 3,4%              |
|   | Secteur des services       | 2,0%               | 1,9%              |
| Parmi les services                      | Finance et assurances      | -2,7%              | -0,1%             |
|   | Ventes au détail           | 3,7%               | 3,1%              |

### MARCHÉ DU TRAVAIL

| Indicateurs                    |                        | T3 2019 | Moyenne sur 3 ans |
|--------------------------------|------------------------|---------|-------------------|
| Taux de chômage                |                        | 3,8%    | 4,2%              |
| Taux d'emploi                  |                        | 76,0%   | 75,5%             |
| Nombre d'heures travaillées    | (moyenne hebdomadaire) | 32,1    | 32,1              |
| Productivité horaire**         | Croissance annuelle    | 0,4%    | 0,7%              |
| Salaires nominaux              | Croissance annuelle    | 3,6%    | 2,7%              |
| Salaires réels                 | Croissance annuelle    | 1,6%    | 0,6%              |
| Revenu disponible par habitant | Croissance annuelle    | 1,9%    | 1,1%              |
| Taux d'épargne des ménages     |                        | 6,6%    | 6,0%              |

### FINANCES PUBLIQUES

| Indicateurs                                     | T3 2019 (% du PIB) | Moyenne sur 3 ans |
|---|--------------------|-------------------|
| Déficit public (hors actifs bancaires)          | -1,8%              | -2,4%             |
| Dette du secteur public (hors actifs bancaires) | 80,2%              | 82,1%             |
| Investissement public net                       | -2,2%              | -2,0%             |

### COMMERCE EXTERIEUR

| Indicateurs                            |         | T3 2019 (% du PIB) | Moyenne sur 3 ans |
|--|---------|--------------------|-------------------|
| Balance courante                       |         | -3,9%              | -4,3%             |
| Balance des B&S                        |         | -2,0%              | -1,6%             |
| Balance des biens                      |         | -6,9%              | -6,7%             |
| Balance des services                   |         | 4,9%               | 5,2%              |
| Taux de change (moyenne trimestrielle) | GBP/EUR | 1,11               | 1,14              |
|  | GBP/USD | 1,23               | 1,30              |

#### Source : ONS

\* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

\*\* Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

\*\*\* Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.